

Présentation de l'étude sur :
De la sécurité à la souveraineté alimentaire



Mot du Président
Mohamed Sami Agli

Samedi 26 Mars 2022
Hôtel El'Aurassi . Alger

Messieurs les Ministres,

Monsieur Le DG de l'INESG,

Messieurs les Présidents des organisations patronales,

Messieurs les Président des Associations Algériennes des Consommateurs.

Mesdames et Messieurs les chefs d'entreprises

Mesdames et Messieurs experts et consultants, mesdames et Messieurs les journalistes et convives

Permettez-moi de commencer par cette citation :

« Malheur au peuple qui se nourrit de ce qu'il ne cultive pas et qui s'habille de ce qu'il ne tisse pas ».

Les efforts engagés depuis notre indépendance pour aller vers la voie d'une économie prospère avec un environnement propice au développement, malgré les crises qui ont affectées le système économique international, et dont nous avons subi et nous subissons aujourd'hui les effets, nous invite tous à la plus grande vigilance.

Nous tous, ici présents, mesurons pleinement et objectivement le poids de ces mots qui cristallisent les enjeux auxquels est confronté notre pays.

Après la période d'aisance financière que nous avons connu il y a quelques années, nous voilà, de nouveaux confrontés à la baisse de nos revenus pétroliers, rajouté à la crise du COVID dans un contexte géostratégique inédit.

Notre économie adossée presque exclusivement à l'exportation d'une ressource naturelle non renouvelable a déjà, par le passé, subit de plein fouet le choc de la chute des prix du pétrole.

Allons- nous continuer à nous voiler la face, en engageant de faux débats parfois stériles, faits d'amalgames, et qui en définitif, ne visent qu'à entretenir une inertie économique favorable à cette économie des containers.

Une inertie qui nous coute cher aujourd'hui et qui coutera encore plus à l'avenir si elle continue. C'est malheureusement une réalité amère : Nous importons toutes ou presque toutes nos matières premières agricoles que nous consommons et de fait nous finançons ainsi des millions d'emplois ailleurs que dans notre pays.

Ne faudrait-il pas plutôt, dans un sursaut collectif urgent, unir nos efforts, afin d'inverser irrémédiablement le mode de fonctionnement de notre économie, dans le cadre d'une vision stratégique consensuelle et viable, axée sur le développement humain et qui soit créatrice de richesses seule voie pour garantir notre souveraineté économique ?

A la CAPC, nous avons choisi le chemin de l'effort, de l'engagement, du sérieux et de l'intelligence collective, au service de la promotion de nos propres forces, de nos propres potentialités et de la mise en valeur de nos ressources humaines et naturelles.

L'action de notre organisation a pour objectifs la promotion de l'entreprise nationale et son développement, pour servir, dans le cadre d'un système d'organisation économique ouvert et concurrentiel, l'intérêt général de la collectivité nationale et le bien être des algériens.

En cela, nous nous sommes engagés à assumer loyalement les missions qui sont les nôtres, dans un cadre citoyen, en contribuant au chantier immense de la relance économique de l'Algérie, aux côtés des autorités publiques. Cet engagement se traduit pour nous par un travail acharné, appliqué, régulier dans le but, et seulement dans ce but-là, d'encourager l'esprit d'entreprise, de dynamiser la création d'entreprises et d'emplois, de promouvoir la culture de la performance.

Notre méthode de travail tient en deux mots : **Dialogue et concertation**, parce que nous croyons fermement que c'est par le consensus autour d'objectifs clairs que nous pourrions tous ensemble construire une croissance qui sera portée, non plus par le pétrole, mais par une économie dynamique, solidaire et juste, évoluant dans un environnement préservé et soutenue par des services publics efficaces et des consommateurs avertis.

Mesdames

Messieurs

La CAPC inaugure aujourd'hui la présentation d'une série d'études sur de grands sujets du développement de l'entreprise et de l'économie nationale, par la présentation de celle de la sécurité alimentaire. Elle sera suivie au cours de l'année par au moins deux autres grandes études : la transition énergétique et la diversification de l'économie nationale.

Cette première étude vient compléter et approfondir les diagnostics et les conclusions déjà présentés en 2016.

A travers cette étude, nous voulons à CAPC apporter notre contribution au débat national préparatoire aux grandes réformes économiques annoncées par M. Le Président de la République.

En effet, la question de la sécurité alimentaire, voire même la souveraineté alimentaire, est aujourd'hui au cœur des problématiques du développement économique et même au-delà, elle touche à la souveraineté nationale ; ne parlons pas aujourd'hui de souveraineté alimentaire.

La crise sanitaire, les crises internationales dans différentes régions du monde ont montré les vulnérabilités des systèmes mondiaux d'approvisionnement et créent des tensions cycliques sur les produits agricoles et les matières premières destinées au secteur agroalimentaire.

Nous avons jugé que la question de la sécurité alimentaire, avec celle sanitaire, sont des questions stratégiques et relèvent à la fois de la sécurité nationale et de la préservation de la cohésion sociale ; c'est pourquoi, elles relèvent de l'ordre de la souveraineté.

L'étude qui sera présentée a bénéficié d'une expertise exceptionnelle, en la personne du professeur Omar Bessaoud. Elle va au-delà des diagnostics habituels et des recommandations à l'emporte-pièce. L'étude est très documentée, et chaque axe est argumenté par des données de premier ordre puisées dans les meilleures bases de données mondiales ; les recommandations sont articulées autour d'une démarche pragmatique et systémique pour assurer la cohérence et les complémentarités entre elles.

Le rapport est présenté en 6 chapitres couvrant l'ensemble des domaines, allant du contexte socioéconomique aux marchés mondiaux en passant par le potentiel

agricole algérien, les performances de l'agriculture algérienne et les politiques mises en place. Chaque chapitre se termine par une conclusion.

Enfin, une synthèse des recommandations finales est donnée à la fin de l'ouvrage.

Notre engagement de faire de la CAPC une force de proposition se concrétise de jour en jour par les activités que nous menons régulièrement et périodiquement dans le cadre de l'organisation de la réflexion autour des sujets d'intérêt national.

Par ailleurs, La CAPC exprime son soutien aux pouvoirs publics dans le traitement des problèmes stratégiques et encourage le dialogue et le partenariat entre acteurs économiques publics et privés, car nous considérons que les questions stratégiques et de souveraineté ne doivent faire l'objet d'aucun préalable et doivent être au-dessus des contingences corporatistes ou de leadership conjoncturel.

L'étude que nous présentons aujourd'hui prouve bien que notre préoccupation dépasse de loin les problématiques des entreprises de nos membres, au contraire les conclusions et les recommandations peuvent aller dans le sens opposé de certains entrepreneurs de notre association et nous l'assumons, car l'Algérie avant tout et au-dessus de tout.

Merci pour votre attention

N ALGÉRIENNE
AT CITOYEN